



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/C.3/49/21  
25 novembre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-neuvième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 99 de l'ordre du jour

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS,  
QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET AUX PERSONNES  
DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

Lettre datée du 21 novembre 1994, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de  
Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit en référence à la lettre datée du 27 octobre 1994<sup>1</sup> et à son annexe que le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies vous a adressée.

Après la dissolution de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie, la République de Macédoine s'est clairement distanciée de tous les scénarios de guerre et a réussi à se maintenir à l'écart des conflits ethniques et des effusions de sang. Nous avons exercé pacifiquement notre droit à l'autodétermination dans le cadre d'un référendum et nous avons adopté une constitution.

L'armée de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie s'est retirée du territoire de la République de Macédoine sans aucun incident.

La République de Macédoine est une république pacifique et démocratique qui respecte les droits de l'homme et qui a accueilli des dizaines de milliers de réfugiés des anciennes républiques yougoslaves ravagées par la guerre.

Le Gouvernement de la République de Macédoine est particulièrement fier de n'avoir jamais, que ce soit légalement ou de facto, procédé à l'expulsion par la contrainte de ses propres citoyens ou de citoyens de tout autre pays, y compris ceux de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie.

---

<sup>1</sup> A/C.3/49/12.

Dans ces conditions, qui se conforment en tous points aux normes internationales d'un comportement civilisé, affirmer comme l'a fait le Représentant de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), que des "réfugiés" de la République de Macédoine ont cherché asile dans son pays ne peut être que le fruit d'une grave erreur de jugement.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 99 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur extraordinaire et  
plénipotentiaire,

Représentant permanent

(Signé) Denko MALESKI

-----